

# Réussir le pacte de responsabilité pour une économie plus compétitive, plus durable, plus créatrice d'emplois

Tout au long de son histoire, chaque fois qu'elle a exercé les responsabilités du pays, la gauche a donné la priorité à l'école et à la justice sociale, fait progresser les droits individuels et les libertés publiques, promu l'idéal européen et la paix internationale, défendu les valeurs de la République et les intérêts de la France dans le monde. À chaque étape de son action, elle a développé l'économie du pays, amélioré les conditions de travail des salariés et voulu l'emploi pour tous, soutenu l'innovation, la production, la recherche. C'est à ces missions qu'elle se consacre depuis mai 2012.

En ce début de siècle, après une décennie conservatrice et libérale, nous socialistes avec nos partenaires de la gauche rassemblée devons accomplir une tâche historique : redresser notre nation républicaine pour assurer son développement et son rayonnement dans le nouveau monde qui surgit.

**Bien avant la crise de 2008, dans les années qui précéderent l'alternance, l'économie française a décroché.** L'industrie – indispensable au financement et au renforcement de notre modèle social – a gravement reculé : sa part dans la valeur ajoutée du pays est passée de 18 % en 2000 à 12,5 % en 2011. 750 000 emplois industriels ont été supprimés. Quant à la balance commerciale, juge de paix de la compétitivité, d'excédentaire de 3,5 milliards d'euros en 2002, elle était devenue déficitaire de 71,2 milliards d'euros en 2011. À cette situation, s'est ajouté un triple déficit : de croissance (nulle en moyenne durant le précédent quinquennat), des comptes publics (la dette a doublé sous la droite) et d'emploi (un million de chômeurs supplémentaires ont été recensés durant la dernière législature). Les inégalités sociales et territoriales ont continué de se creuser.

Pour remettre la France sur le chemin du progrès, pour qu'elle reste une puissance et une référence dans la mondialisation, les Français ont élu François Hollande à la présidence de la République et une majorité de gauche avec les écologistes à l'Assemblée nationale.

**I. Depuis vingt-et-un mois, beaucoup a été fait pour remettre le pays sur le bon chemin.**

**Pour l'école et la préparation de l'avenir de nos enfants.** Les professeurs sont de nouveau considérés et des moyens accrus mobilisés pour les élèves, en

particulier ceux qui en ont le plus besoin, dès le primaire. Cette ambition éducative repose sur les valeurs d'égalité des chances et de laïcité. Elle nous animera tout au long du quinquennat.

**Pour une plus juste répartition des efforts nécessaires pour sortir de la crise.** La fiscalité est redevenue plus exigeante pour les hauts revenus, les très grandes entreprises et les dividendes que pour les ménages modestes, les classes moyennes et les PME. Nous voulons désormais stabiliser et simplifier l'impôt, en réduire le poids aussi dès que la conjoncture le permettra.

**Pour l'emploi alors que le chômage frappe plus de trois millions de personnes.** Emplois d'avenir, contrats de génération, emplois francs, plan national destiné à pourvoir les emplois vacants, moyens supplémentaires pour l'accompagnement des chômeurs, ont été mis en place dès la première année d'action pour répondre à l'urgence. Cette politique va continuer à se déployer, mais c'est l'emploi marchand né de la croissance qui doit prendre durablement le relais dans la lutte contre le chômage.

**Pour combattre les inégalités et renforcer le pouvoir d'achat.** Encadrement des loyers, extension de la CMU et des tarifs sociaux de l'électricité et du gaz, revalorisation du Smic, du RSA, du minimum vieillesse, de l'allocation adulte handicapé et de l'allocation de rentrée scolaire, lutte renforcée contre les inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes, fin du gel du barème de l'impôt sur le revenu pour les ménages modestes et moyens, renforcement des droits des consommateurs, soutien à la rénovation thermique des logements, de nombreuses mesures concrètes ont été engagées malgré les contraintes du moment.

**Pour le dialogue social, marque du quinquennat.** Il a permis de fortes avancées : la sécurisation de l'emploi, qui conjugue capacités d'adaptation des entreprises et nouveaux droits pour les salariés, tels la complémentaire généralisée, les droits rechargeables à l'assurance-chômage et la représentation des salariés dans les conseils d'administration des grandes entreprises ; le financement pérenne du système de retraite par répartition et la création d'un compte pénibilité ; la formation professionnelle davantage orientée vers les demandeurs d'emploi.

**Pour le rétablissement des finances publiques.** C'est un enjeu de souveraineté : l'avenir de la France ne saurait dépendre des marchés ou de la spéculation. Dès cette année, le redressement des comptes passera par des économies et non par des prélèvements. La dépense publique peut être rendue plus performante et les services publics ainsi gagner en efficacité en en proximité. Grâce à l'action du gouvernement de Jean-Marc Ayrault, les déficits publics et le déficit de la Sécurité sociale ont déjà entamé leur réduction.

**Ces choix donnent des premiers résultats. La France a tourné le dos à la récession et elle renoue avec la croissance.** Au quatrième trimestre, l'investissement a rebondi après deux ans de recul. La consommation des ménages a été positive sur l'année. La France ne perd plus de parts de marché à l'international et le déficit du commerce extérieur a diminué. Même si la bataille n'est pas encore gagnée, le chômage en 2013 a reculé pour les jeunes et les personnes de moins de 50 ans.

## **II. Nous devons amplifier et accélérer la politique engagée. Nous devons rendre l'économie française plus créative et plus compétitive.**

Dans la mondialisation, ni nos partenaires ni nos concurrents ne nous attendront. Nos entreprises, nos salariés, nos produits sont confrontés à une compétition féroce pour attirer les connaissances et les capitaux.

En même temps, la reconquête productive consistera à innover en tous domaines car des enjeux inédits se posent au 21<sup>ème</sup> siècle : changement climatique, épuisement des ressources naturelles et de la biodiversité, déploiement du numérique, émergence de nouveaux modes de consommation, vieillissement, affirmation de nouvelles puissances mondiales. L'économie et l'investissement doivent être mis au service d'un modèle de développement social-écologique. La loi sur la transition énergétique y contribuera.

### **Dans ce nouveau monde, la France peut de nouveau faire la course en tête. Elle a tant d'atouts !**

Des infrastructures de transports et de télécommunications de qualité, une main d'œuvre qualifiée, un système de santé remarquable, des entreprises – fleurons ou pépites – souvent leaders dans leur secteur d'activité, une agriculture diversifiée et réputée qui assure notre indépendance alimentaire et qui exporte, une démographie dynamique, une position géographique qui fait de notre pays la deuxième puissance maritime du globe, une culture présente sur tous les continents grâce à la francophonie, un réseau diplomatique et des capacités militaires parmi les meilleurs au monde – soyons fiers de la France !

Mais **la France a aussi de nombreux défis à relever** : en finir avec le chômage de masse qui plombe le futur et pèse sur la jeunesse, et – c'est lié – stopper la

désindustrialisation qui provoque tant de drames économiques et humains dans les territoires. Pour toutes ces raisons, il y a urgence patriotique à renforcer la compétitivité de notre appareil productif.

### **Pour nous socialistes, la compétitivité est affaire d'innovation, de montée en gamme de l'économie, de qualification des salariés, de qualité des process, de positionnement des produits dans la mondialisation.**

Depuis la présentation du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi en novembre 2012, de nombreuses mesures ont été concrétisées ou initiées : mise en place de bpf France pour financer les TPE, PME et ETI, ainsi que l'économie sociale et solidaire, Nouvelle France industrielle avec 34 plans mêlant initiative privée et soutien public, filières stratégiques, 40 mesures pour l'innovation et 7 innovations de rupture à l'horizon 2030, nouveau programme d'investissements d'avenir de 12 milliards d'euros dont la moitié pour la transition énergétique, doctrine active des participations de l'État pour le réinvestissement, PEA-PME, crédit d'impôt recherche ouvert aux dépenses d'innovation des PME, aides publiques à l'export calées sur l'optimum européen, fiscalité plus favorable pour les jeunes entreprises innovantes, etc.

### **Mais le rapport Gallois a également mis au jour « le cercle vicieux prix / hors prix » de l'industrie française.**

Mal positionnée à la fois par rapport aux productions haut de gamme, peu sensibles aux variations de prix, et vis-à-vis des économies émergentes, qui peuvent fabriquer à moindres coûts des produits de gamme moyenne, nombre d'entreprises ont vu baisser leurs capacités de financement pour investir dans la qualité ou l'innovation, et ainsi conserver des parts de marché ou en gagner. **C'est donc une approche globale de la compétitivité que nous faisons prévaloir : montée en gamme et marges, hors coût et coûts, doivent faire l'objet d'actions conjuguées en une stratégie commune.**

### **C'est le sens du Pacte de responsabilité proposé par le Président de la République aux partenaires sociaux.**

**Un pacte pour la nation et sa production. Pour l'investissement et l'emploi. Pour agir dans le présent et préparer l'avenir.** Il comporte plusieurs piliers qui ont fait l'objet d'un séminaire du Bureau national du Parti socialiste avec les groupes parlementaires et la FNESR le 10 février 2014.

**Simplifier.** C'est la demande des particuliers comme des entrepreneurs. Ce travail a commencé, par exemple en matière d'urbanisme et de délivrance du permis de construire, ce qui favorise le secteur du logement. Il faut désormais simplifier la vie des entreprises, objectif qui doit être compatible avec la préservation de nos standards sociaux et environnementaux. Simplifier les dix actes clés de la vie d'une entreprise permettra de créer plus facilement et d'investir plus rapidement. À terme, les mesures de simplification pourraient ramener 1 % de croissance supplémentaire à la France.



**Rendre la fiscalité plus lisible et plus stable.** C'est décisif pour développer l'activité en France et y attirer les investissements. Le Parti socialiste plaide pour le nécessaire rééquilibrage de l'impôt sur les sociétés entre multinationales et PME, des prélèvements qui pèsent moins sur la production et plus sur les résultats, le renforcement de la lutte contre l'optimisation fiscale pratiquée par certaines très grandes entreprises, la convergence à l'échelle de l'Europe et d'abord avec l'Allemagne. Ces évolutions doivent intervenir sans nouveaux transferts des entreprises vers les ménages dont l'impôt doit être rendu lui aussi plus stable, plus simple, plus juste. La fiscalité doit être au service de l'activité, de l'emploi et de l'innovation.

**Soutenir les capacités d'investissement et d'embauches des entreprises.** Le pacte de responsabilité prévoit l'allègement des cotisations familiales d'ici 2017 pour les entreprises et les travailleurs indépendants. Il prolonge le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), avec lequel il pourra se combiner : tous les secteurs de l'emploi, qualifié ou non, seront ainsi encouragés. Il vise à soutenir directement et rapidement les entreprises pour qu'elles innovent, se modernisent, exportent et créent de l'emploi. Ces nouvelles marges doivent être consacrées à l'investissement et à l'emploi, et non à la distribution de dividendes. C'est un effort de trente milliards d'euros, un effort indispensable mais considérable de la puissance publique, donc des Françaises et des Français, pour l'appareil productif. C'est pourquoi, comme l'a affirmé le Chef de l'État, il doit être assorti de contreparties « *claires, précises, mesurables et vérifiables* ».

### **III. Le pacte de responsabilité : un compromis social historique et des contreparties nécessaires**

**Les contreparties doivent être respectives (chaque partenaire doit prendre sa part de l'effort commun) et respectées (c'est l'objet de l'Observatoire qui sera créé et qui devra associer le Parlement).** Elles sont à négocier dans le cadre du dialogue social dans toutes ses dimensions : au niveau interprofessionnel, dans les branches professionnelles, dans les entreprises, dans les territoires. Dans un second temps, pour déployer le pacte au plus près du terrain, le Parti socialiste plaide pour la mise en place de plans territoriaux de développement associant tous les acteurs (État, filières et branches professionnelles, collectivités territoriales, réseau consulaire, CESER, pôles de compétitivité, enseignement supérieur, centres de formation, etc). Les Conseils régionaux pourraient utilement en coordonner l'action. Ils disposent pour cela des compétences et de l'expérience.

**Pour le Parti socialiste, une grande négociation sociale doit s'engager dans le pays, au niveau national comme à l'échelon local. Elle doit mobiliser tous les acteurs du pacte et porter sur les contreparties :**

- > **le soutien à la création d'emplois.**
- > **l'embauche des jeunes et le maintien des seniors dans l'emploi :** le développement de l'apprentissage et de la formation en alternance est nécessaire, de même, le recours accru au contrat de génération est une réponse concrète.
- > **le soutien à la formation et à la qualification.**
- > **l'amélioration de la qualité du travail et des conditions de travail.**
- > **le respect par les entreprises de leurs obligations en matière d'égalité salariale femmes-hommes**
- > **l'investissement en France :** R&D, certification, équipement en machines, relocalisation d'activités, etc.
- > **la transition énergétique, écologique et numérique de l'entreprise** (par exemple, la réalisation d'un bilan de performance thermique).
- > **une plus grande solidarité au sein des filières** entre grands donneurs d'ordres et PME sous-traitantes (volumes d'activité en cas de ralentissement de la conjoncture, respect des délais de paiement, intégration à des projets collaboratifs).

**Pour financer le pacte, tenir nos objectifs en matière de finances publiques et maîtriser la fiscalité, des économies sont nécessaires.** Elles ont déjà commencé avec la loi de finances pour 2014, loin de la méthode du rabet utilisée par la droite entre 2007 et 2012 consistant à réduire les budgets aveuglément et à ne pas associer les agents.

Les efforts dans les prochaines années seront d'autant plus efficaces et compris qu'ils confirmeront les priorités – emploi, éducation, justice, sécurité –, préserveront le pouvoir d'achat des salariés de la fonction publique comme l'a rappelé le Premier ministre, permettront de maintenir l'accès de tous à la protection sociale, s'inscriront dans une clarification des compétences et des missions au sein de l'action publique, notamment des collectivités locales. Là est bien le véritable défi : la réforme de la puissance publique dans toutes ses dimensions pour rendre la ressource publique plus efficiente et ainsi améliorer le service rendu aux habitants. En matière de santé par exemple, la solution ne réside pas dans la multiplication des déremboursements et des forfaits, comme l'a opérée la droite dans le passé, mais dans une vraie politique du médicament, le développement des génériques, la prévention, une meilleure alimentation, la chirurgie ambulatoire, la télé-médecine.

#### IV. L'indispensable relance coordonnée en Europe

En même temps que la France remuscle son appareil productif, qu'elle investit dans l'éducation et l'innovation, qu'elle redresse ses comptes, en même temps que nos partenaires européens font eux aussi d'importants efforts, **l'Union européenne doit faire sa part du travail pour la croissance durable et l'emploi.**

Des changements sont déjà intervenus sous l'impulsion de la France depuis mai 2012 : stabilisation de la zone euro, assouplissement de la doctrine de la Banque centrale européenne, pacte d'investissement, garantie-jeunesse pour l'emploi des moins de 25 ans, renforcement et verdissement de la politique agricole commune, lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, coordination puis union bancaires, encadrement renforcé du détachement des travailleurs – depuis près de deux ans, les initiatives n'ont pas manqué pour relancer et réorienter l'Europe, substituer le primat de la croissance au choix de l'austérité. Il faut maintenant aller plus loin.

**Aujourd'hui, une coordination des politiques économiques et sociales au niveau européen est indispensable afin de conforter les efforts réalisés par les États et de contrer les risques de déflation.**

Pour **soutenir la demande** – l'instauration d'un salaire minimum en Allemagne va y contribuer – et **relancer l'économie avec des grands projets d'infrastructures** (mobilité durable, santé, numérique, rénovation thermique des logements et des bâtiments).

Pour **combattre le dumping fiscal et social** au sein de l'Union, et d'abord dans la zone euro.

Pour **faire prévaloir la réciprocité commerciale** dans les échanges avec les autres régions du monde.

Pour instaurer **une taxe sur les transactions financières.**

Pour **un pilotage de l'euro** au service de la croissance et de l'emploi en Europe.

Pour **une politique industrielle partagée**, avec des règles de la concurrence moins dogmatiques.

Pour y parvenir, nous croyons à la capacité d'entraînement du moteur franco-allemand et, avec nos partenaires du Parti socialiste européen, nous nous engageons pour une majorité progressiste au Parlement européen et l'élection d'un social-démocrate, Martin Schulz, pour présider la Commission européenne. Ainsi, sera tournée la page libérale-austéritaire des mandatures Barroso et une alternative sera ouverte pour les peuples face aux risques du repli nationaliste et extrémiste. C'est l'enjeu des élections européennes du 25 mai prochain.

Oui, nous avons toutes les raisons d'avoir confiance dans la France et toutes les raisons de réussir le pacte de responsabilité pour le développement économique, social, écologique du pays. Avec volonté, avec optimisme, avec cœur, les socialistes s'engagent pour bâtir le grand compromis social dont la nation et sa jeunesse ont besoin. Cet espoir est notre devoir.